

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2872

19 octobre 2015

SOMMAIRE

Aeffe Participations Mobilières et Immobilières S.A.	137810	M.A.G. s.à r.l.	137850
Anoa Capital S.A.	137823	Main Properties S.à r.l.	137851
Arendt Regulatory & Consulting S.A.	137822	Maison Moderne s.à r.l.	137854
Arendt Regulatory Solutions S.A.	137822	Mandarin Capital Partners S.C.A. SICAR ...	137850
Arras SPF S.A.	137830	Mandix	137854
Ascot Capital Holdings S.à r.l.	137851	MARCOTULLIO RECEPTION Luxembourg S.à r.l.	137854
Axa World Funds	137812	Maury S.à r.l.	137852
Bolland S.A.	137827	Maya Real Properties S.A.	137855
Capital International Emerging Markets Fund	137849	MBERP II (Luxembourg) 11 S.à r.l.	137852
CBP Select	137830	MBERP II (Luxembourg) 12 S.à r.l.	137855
Commerz Funds Solutions S.A.	137815	MBERP II (Luxembourg) 1 S.à r.l.	137855
DJE Lux Sicav	137820	MBERP II (Luxembourg) 2 S.à r.l.	137856
DZPB Vario	137815	MBERP II (Luxembourg) 3 S.à r.l.	137856
Gef Real Estate Holding	137811	MBERP (Luxembourg) 2 S.à r.l.	137854
Gierre Participations Mobilières S.A.	137812	MedTech World S.à.r.l.	137852
GREIFF «special situations» Fund OP	137823	MegaFon Luxembourg S.à r.l.	137852
HFC Prestige International LUXEMBOURG S.à r.l.	137839	MERSCI, Société Civile Immobilière	137853
Hipoteca XXXIII Lux S.à r.l.	137831	Michelle Participations Mobilières S.A.	137811
IRUS European Retail Property Management Company	137855	Micros Fidelio International Limited	137850
Japan Fund Management (Luxembourg) S.A.	137823	Mineral Investments S.A.	137856
JSS Special Investments FCP (SIF)	137827	Mischa S.A.	137831
KSM Participations Mobilières et Immobilières S.A.	137810	M&N Schmitt Sàrl	137851
Luxmanis S.A.	137839	Molay Capital S.A.	137853
Luxorinvest S.A.	137849	Mondo Chemicals S.A.	137853
LYB Luxembourg II S.à r.l.	137850	Morgan Stanley Investment Funds	137813
Magenta Investment Luxembourg SA	137851	Moventum Plus Aktiv	137853
		Société Orientale de Participations S.A.	137827
		Tyler Investment Management S.à r.l.	137830
		Universal-Investment-Luxembourg S.A.	137811

Aeffe Participations Mobilières et Immobilières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 87.005.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 novembre 2015* à 10.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1er étage) avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clôturé au 31.12.2014 ;
3. Approbation du bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2014 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Démission des administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement ;
8. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes en son remplacement ;
9. Transfert de siège ;
10. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015168144/27.

KSM Participations Mobilières et Immobilières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 94.138.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 novembre 2015* à 12.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1er étage) avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clôturé au 31.12.2014 ;
3. Approbation du bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2014 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Démission des administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement ;
8. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes en son remplacement ;
9. Transfert de siège ;
10. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015168145/27.

Michelle Participations Mobilières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 87.006.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 novembre 2015* à 13.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1er étage) avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes relatifs aux exercices clôturés au 31.12.2013 et au 31.12.2014 ;
2. Approbation des bilans et comptes de profits et pertes au 31.12.2013 et au 31.12.2014 et affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
6. Démission des administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement ;
7. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes en son remplacement
8. Transfert de siège ;
9. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015168146/25.

Gef Real Estate Holding, Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 21.066.

The Board of Liquidators convenes the

ORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders to be held extraordinarily on *November 6, 2015* at 11.30 a.m. at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the report of the Board of Liquidators for the liquidation period beginning on November 22, 2013 and ended on September 30, 2015
2. Appointment of a "Commissaire" to the liquidation

The Board of Liquidators.

Référence de publication: 2015168740/581/15.

Universal-Investment-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds Saphir Global welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 19. Oktober 2015.

Für den Saphir Global

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015162591/14.

(150179003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Gierre Participations Mobilières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 84.841.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 novembre 2015* à 11.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1er étage) avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clôturé au 31.12.2014;
3. Approbation du bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2014 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Démission des administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement;
8. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes en son remplacement;
9. Transfert de siège;
10. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015168147/27.

Axa World Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.116.

It is hereby brought to the shareholders of the Company's (the "Shareholders") attention that, due to the fact that the extraordinary general meeting of Shareholders (the "Meeting") held on September 23rd, 2015 at 2.30 p.m. (Luxembourg time) at 49, Avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, has been adjourned as the quorum required to deliberate has not been reached.

Shareholders are therefore invited to attend the:

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at 49, Avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg on *November 9th, 2015* at 2.30 p.m. (Luxembourg time).

For purpose of considering the following

Agenda:

1. Approving the following amendments and updates to the articles of incorporation of the Company (the "Articles")
 - a) Amendment to Article 6 in accordance with the requirements of the law of 28 July 2014 regarding immobilisation of bearer shares and units so as to provide that (i) shareholders having subscribed to bearer shares shall, upon written request, receive bearer share certificates evidencing their shareholding, (ii) a register of bearer shares will be kept by a depositary appointed by the board of directors for such purposes and (iii) any transfer of bearer shares shall become effective towards the Company and third parties through the record of the transfer in the register of bearer shares;
 - b) Amendment to Article 8 in order to update the "United States Person" definition;
 - c) Amendment to Article 14 in order to reflect the obligation for the Board to choose a chairman among its members in accordance with the amended law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law of 1915");
 - d) Amendment to eighth paragraph of Article 16 in order to provide that the transferable securities and money market instruments in which the Company may invest up to 100% of the net assets attributable to each sub-fund may also be issued or guaranteed by a member state of the Group of Twenty (the "G20") or Singapore or Hong Kong or by any other non-member state of the European Union as accepted by the Regulatory Authority and disclosed in the sales documents for the shares of the Company;

- e) Amendment to the last paragraph of Article 16 so as to delete the provision that the UCITS in which the Company may invest and which is linked to the Company by common management or control or by a substantial direct or indirect holding or managed by the investment manager of the Company must be one that specializes in accordance with its constitutional documents in investment in a specific geographical area or economic sector;
- f) Amendment to eighth paragraph of Article 21 so as to provide that the redemption price shall be paid within the timeframe set forth by the Board from time to time in the prospectus instead of 3 business days after the relevant valuation date or on the date of the share certificates (if issued) have been received by the Company;
- g) Deletion of the last paragraph of Article 26 as the Company is no longer required, in accordance with the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "Law of 2010"), to send to registered shareholders or publish a printed copy of the annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account and the Board's report to shareholders together with the convening notice, provided that the convening notice indicates the place and the practical arrangements for providing these documents and specifies that each shareholder may request that they are sent to him.

2. As a consequence of item 1) above, approving the coordinated Articles
3. Miscellaneous

The draft revised Articles are available for inspection at the registered office of the Company.

This extraordinary general meeting can validly deliberate on the items of the agenda whatever the proportion of the capital present or represented may be and each resolution of the Agenda must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the meeting.

The majority at this extraordinary general meeting will be determined according to the shares issued by the Company and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the "Record Date"). The rights of a shareholder to attend and vote at the extraordinary general meeting are determined in accordance with the shares held by such shareholder at the Record Date.

Each entire share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting by proxy.

If you do not expect to attend the meeting in person, please sign and date a proxy form which may be obtained from the Company and return it as soon as possible by fax to the following number: (+ 352) 464 010 413 and subsequently by airmail to the registered office of the Company at the following address:

State Street Bank Luxembourg
49 Avenue JF Kennedy
L-1855 Luxembourg
To the attention of Mrs Marie-Hélène Iagnemma

In order to be valid for this meeting, proxies should arrive at the registered office of the Company by the close of business on November 5th, 2015.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015159846/755/65.

Morgan Stanley Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 29.192.

The shareholders of Morgan Stanley Investment Funds (the "Company") are invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Meeting") to be held on *9 November 2015*, at 10.30 CET at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

I. Approval of the amendments of the articles of incorporation of the Company (the "Articles"):

1. Supplement the second paragraph of article 7. "Issue of Shares" so as to clarify that the board of directors has the right to reject any subscription request and restrict any share class to further subscription:

"Furthermore, the board of directors may, at its full discretion, decide to reject any subscription in whole or in part, or to discontinue the issue of shares in any class of shares or Sub-Fund ("soft-closure")."

2. Amendment of article 10. "Restrictions on Ownership of Shares" so as to:

(i) replace the current first paragraph with the following:

"The board of directors may restrict or prevent the legal or beneficial ownership of shares or prohibit certain practices as disclosed in the sales documents such as late trading and market timing by any person (individual, corporation, partnership or other entity), if in the opinion of the board of directors such ownership or practices may (i) result in a breach of any provisions of these Articles of Incorporation, the sales documents or law or regulations of any jurisdiction, or (ii) require the Company, its management company or its investment manager to be registered

under any laws or regulations whether as an investment fund or otherwise, or cause the Company to be required to comply with any registration requirements in respect of any of its shares, whether in the United States of America or any other jurisdiction; or (iii) may cause the Company, its management company, its investment managers or shareholders any legal, regulatory, taxation, administrative, financial or any other disadvantages which they would not have otherwise incurred (such person being herein referred to as “Prohibited Person”).”

(ii) replace item D of the second paragraph and the subsequent paragraph with the following:

“D. grant a grace period to the relevant shareholder for remedying the situation as described in the sales documents and/or propose to convert the shares into shares of another class available for such shareholder to the extent that this conversion would cure the situation; and

E. compulsorily redeem or cause to be redeemed all shares held by a Prohibited Person. To that end, the Company will notify the relevant shareholder of the reasons which justify the compulsory redemption of shares, the number of shares to be redeemed and the indicative valuation day on which the compulsory redemption will occur. The redemption price shall be determined in accordance with Article 8 above.”

3. Amendment of article 11. “Calculation of the Net Asset Value per Share” so as to (i) remove the reference to the maximum level of adjustment that may be applied in relation to the net asset value of the sub-funds of the Company and (ii) specify that such adjustment mechanism is more fully described in the sales documents of the Company.
4. Amendment of article 17. “Delegation of Power” so as to clarify that the “duly appointed management company” of the Company shall delegate the portfolio management of the Company to any affiliated or associated company of the Morgan Stanley Group.
5. Amendment of article 18. “Investment Policies and Restrictions” so as to:
 - (i) replace the reference to “full Prospectus”, as set out in the fourth paragraph of this article, by “sales documents”.
 - (ii) extend the eligible issuers within the meaning of article 45 (1) of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment to the members of the Group of twenty (G20), the Republic of Singapore and Hong-Kong.
6. Amendment of article 24. “Termination and Amalgamation of Sub-Funds and Share Classes” so as to:
 - (i) clarify that, when deciding to compulsorily redeem all the shares within such share class or sub-fund, the board of directors of the Company or the general meeting of shareholders, where applicable, “terminate” such share class or sub-fund;
 - (ii) clarify that the “liquidation costs” may be taken into account in the calculation of the price at which the shares of the relevant share class or sub-fund shall be compulsorily redeemed as a result of the termination of the said share class or sub-fund;
 - (iii) clarify that the merger between UCITS will be subject to the shareholders' approval in case the Company will cease to exist as a result of the merger;
 - (iv) in view to allow absorption of other UCIs, or compartment thereof, replace the current sixth and seventh paragraphs with the following:

“The board of directors may decide to proceed with the absorption by the Company or one or several Sub-Funds of (i) one or several sub-funds of another Luxembourg or a foreign UCI, irrespective of their form, or (ii) any Luxembourg or foreign UCI constituted under a non-corporate form. The exchange ratio between the relevant shares of the Company and the shares or units of the absorbed UCI or of the relevant sub-fund thereof will be calculated on the basis of the relevant net asset value per share or unit as of the effective date of the absorption.

Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraphs, the shareholders of the Company or any Sub-Fund may also decide on any of the mergers or absorptions described above and on their effective date thereof. The convening notice to the general meeting of shareholders will indicate the reasons for and the process of the proposed merger or absorption. Such decision can be adopted by a simple majority of the votes validly cast with no quorum requirement.

In addition to the above, the Company may also absorb another Luxembourg or foreign UCI incorporated under a corporate form in compliance with the 1915 Law and any other applicable laws and regulations.”
 - (v) allow the board of directors of the Company to (i) terminate a sub-fund or a share class on the basis of “any other reason” as further determined in the sales documents of the Company (in addition to those currently set forth in the Articles) and/or (ii) amalgamate share classes “in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation” or for “any other reason” as further determined in the sales documents of the Company (in addition to those currently set forth in the Articles).

Voting

Resolutions on the items the agenda of the Meeting will require a quorum of fifty percent (50%) of the shares outstanding. Should the quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding not be met at the Meeting, a reconvened meeting, which will validly deliberate irrespective of the numbers of shares represented, will be reconvened on or around 16 December 2015 with the same agenda. Resolutions at either meeting will be passed if approved by more than two-third majority of the votes cast.

If approved, the resolutions will be effective as of the date of the Meeting.

Voting Arrangements

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy-holder need not be a shareholder and may be a director of the Company. If you cannot attend this meeting, please return the form of proxy duly dated and signed and marked for the attention of Christine Schuebel, c/o J.P. Morgan Bank (Luxembourg) S.A., Company Administration Department, European Bank & Business Center, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, prior to 5 November 2015 at 5 p.m. CET. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Référence de publication: 2015161178/89.

DZPB Vario, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de DZPB Vario modifié au 1. octobre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, octobre 2015.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2015148419/10.

(150162855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2015.

Commerz Funds Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 139.351.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth of September.

Before Henri Hellinckx, notary residing professionally in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Extraordinary General Meeting") of Commerz Funds Solutions S.A., a Luxembourg public limited company qualifying as a management company, having its registered office at 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under the number B 139 351, incorporated pursuant to a notarial deed dated 5 June 2008, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 1599, on 30 June 2008 (the "Company"). The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a notarial deed of April 2, 2013, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 1343 of June 6, 2013.

The Extraordinary General Meeting was opened at 10:00 CET and was presided over by Simon Lichter, employee, residing professionally in Luxembourg who appointed as secretary Judith Thieltges, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Extraordinary General Meeting elected as scrutineer Danielle Even, employee, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Extraordinary General Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented (the "Shareholders") and the number of shares they hold are shown on the attendance list, signed by the members of the bureau and the undersigned notary. This list, together with the proxies initialled *in varietur* by the members of the bureau of the Extraordinary General Meeting and the undersigned notary will remain attached to this deed in order for it to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that of five hundred thousand (500,000) shares, representing the entirety of the share capital of the Company, all shares are represented at this Extraordinary General Meeting.

III. The agenda of the Extraordinary General Meeting is as follows:

In order for the Company to be able to manage Commerzbank Renten Protect 80, a Special Investment Fund pursuant to the Luxembourg Law of 13 February 2007, it has to obtain an Alternative Investment Fund Manager License pursuant to the Luxembourg Law of 12 July 2013 (the "AIFM-License"), for this purpose the shareholders approved of the amendment of the Company's articles of incorporation (the "Articles").

- The amended Article 4 "Geschäftszweck" to be read as follows:

„Zweck der Gesellschaft ist die Auflegung und/oder Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW"), die gemäß der Richtlinie 2009/65/EU des Europäischen Parlaments und des Rates zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, in der jeweils gültigen Fassung ("Richtlinie 2009/65/EU") zugelassen sind, die Auflegung und/oder Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen Alternativen Investmentfonds („AIF“), die gemäß der

Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates über die Verwalter alternativer Investmentfonds in der jeweils gültigen Fassung („Richtlinie 2011/61/EU“) zugelassen sind sowie die Auflegung und/oder die Verwaltung von anderen luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen („OGA“), die nicht unter die genannten Richtlinien fallen und für die die Gesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union gemäß den genannten Richtlinien vertrieben werden können.

Die Gesellschaft kann alle Handlungen tätigen, die zur Förderung der Verwaltung, der Administration, der Vermarktung, dem Vertrieb und/oder der Tätigkeiten im Zusammenhang mit den Vermögenswerten dieser OGAW, AIF bzw. OGA notwendig oder nützlich sind.

Die Gesellschaft kann weiterhin jedwede Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die ihre Interessen fördern oder sonst ihrem Zweck direkt oder indirekt dienen oder nützlich sind, insoweit diese dem Kapitel 15 und insbesondere dem Artikel 101 Absatz 2 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz vom 17. Dezember 2010“) und/oder dem Kapitel 2 und insbesondere dem Artikel 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz vom 12. Juli 2013“), wie dem auch sei, entsprechen.

Die Gesellschaft kann ihr Gesellschaftsvermögen im Rahmen der geltenden Luxemburger Gesetze und Verwaltungspraktiken anlegen.

Die Gesellschaft kann ihren Zweck im weitest möglichen Sinn erfüllen, einschließlich auf grenzüberschreitender Basis im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs und der Niederlassungsfreiheit innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes.

Die Gesellschaft kann sich auch an anderen Gesellschaften mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen und sie kann ihren Zweck auch mittelbar verwirklichen.“

- The amended Article 5 “Kapital” to be read as follows:

„Das Gesellschaftskapital beträgt fünf Millionen Euro (EUR 5.000.000,-), eingeteilt in fünfhunderttausend (500.000) Aktien mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10,-), die alle vollständig eingezahlt sind.

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Aktionäre erhöht oder reduziert werden. Ein solcher Beschluss ist gemäß der in Artikel 20 dieser Satzung bestimmten Form zu fassen.“

- The amended Article 8 “Verwaltungsratssitzungen” to be read as follows:

„Der Verwaltungsrat kann aus dem Kreis der Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung seines Vorsitzenden oder zweier (2) Mitglieder an dem Ort zusammen, welcher in der Einberufung angegeben ist. Der Verwaltungsrat tagt mindestens einmal im Kalenderhalbjahr.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates führt bei allen Aktionärsversammlungen und bei den Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz. In dessen Abwesenheit oder Handlungsunfähigkeit wird der Vorsitz von dem stellvertretenden Vorsitzenden oder einem anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten, Verwaltungsratsmitglied als zeitweiliger Vorsitzender geführt.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich einen oder mehrere Direktor(en) und einen oder mehrere stellvertretende Direktor(en) sowie andere leitende Angestellte ernennen, welche für den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft als notwendig angesehen werden. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Die Verwaltungsratsmitglieder sind zu jeder Sitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor ihrem Beginn durch schriftliche Einladung, welche eine Tagesordnung zu enthalten hat, in welcher sämtliche Punkte von Bedeutung für die Sitzung aufgeführt sind, zu benachrichtigen, außer wenn sich aus Umständen eine besondere Dringlichkeit ergibt. In diesem Fall ist die Natur dieser Umstände in der Einberufung darzulegen. Auf diese Einberufung kann seitens der Verwaltungsratsmitglieder durch Zustimmung jedes einzelnen entweder per Brief oder per Telegramm, Telekopie, E-Mail oder durch andere gleichwertige Kommunikationsmittel verzichtet werden. Spezifische Einberufungen sind für einzelne Versammlungen, welche vorher zu einem durch Verwaltungsratsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, nicht notwendig.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Brief, Telekopie, E-Mail oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel eine Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig, es müssen jedoch stets mindestens zwei Verwaltungsratsmitglieder persönlich an der Sitzung teilnehmen.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Verwaltungsratsvorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen ggf. der Unterschrift des Verwaltungsratsvorsitzenden, des stellvertretenden Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei einer Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleichen Beschlusses erscheinen und können durch Brief, E-Mail, Telekopie oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel nachgewiesen werden.“

- The amended Article 9 “Befugnisse des Verwaltungsrats” to be read as follows:

„Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, die Anlagepolitik der von der Gesellschaft verwalteten OGAW, AIF und OGA festzulegen sowie die Geschäftsführung und Leitung der Angelegenheiten der Gesellschaft zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat hat die weitesten Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft und der von ihm verwalteten OGAW, AIF und OGA sämtliche Maßnahmen zwecks Verwaltung oder Verfügungen durchzuführen. Sämtliche Befugnisse, welche nicht spezifisch vom Gesetz oder durch diese Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich des Verwaltungsrats.“

- The amended Article 11 “Übertragung von Befugnissen” to be read as follows:

„Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf mindestens zwei natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Eine solche Übertragung an Verwaltungsratsmitglieder bedarf der vorherigen Zustimmung der Aktionärsversammlung.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Die Gesellschaft ist befugt, die Erbringung der Gesamtheit oder eines Teils der von ihr gemäß ihrem Gesellschaftszweck in Übereinstimmung mit den entsprechenden gesetzlichen Anforderungen zu erbringenden Leistungen an Dritte zu übertragen.“

- The amended Article 19 “Änderungen der Satzung” to be read as follows:

„Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz vom 10. August 1915“) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden.“

- The amended Article 20 “Massgeliches Recht” to be read as follows:

„Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915, dem Gesetz vom 12. Juli 2013 und/oder dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, wie dem auch sei, entschieden.“

The meeting agrees and the representative of the Shareholder declares having been informed of the agenda of the Extraordinary General Meeting beforehand and declares having waived all convening requirements and formalities including any notice periods required under Luxembourg law on their behalf.

The present Extraordinary General Meeting is thus regularly constituted and can validly decide on the items of its agenda.

The Shareholders unanimously take the following resolution:

Resolution

The Extraordinary General Meeting APPROVES the amendment of the Articles 4, 5, 8, 9, 11, 19 and 20 as described above, in order to be able to manage Commerzbank Renten Protect 80, a Special Investment Fund pursuant to the Luxembourg Law of 13 February 2007, and to obtain the AIFM-License.

There being no further item on the agenda, the Extraordinary General Meeting was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present minutes are worded in English, followed by a German translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text shall prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its surnames, given names, civil status and residences, the members of the bureau of the Extraordinary General Meeting of shareholder’s signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Uebersetzung des vorgehenden Protokolls:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünfundzwanzigsten Tag des Monats September.

Vor dem Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, fand eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre (die "außerordentliche Hauptversammlung") der Commerz Funds Solutions S.A., einer Luxemburger Aktiengesellschaft mit Berechtigung zur Verwaltungsgesellschaft, mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Register für Handel und

Unternehmen unter der Nummer B 139 351, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 5. Juni 2008 und veröffentlicht am 30. Juni 2008 im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations unter der Nummer 1599 (die "Gesellschaft"), statt. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde vom 2. April 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1343 vom 6. Juni 2013.

Die außerordentliche Hauptversammlung wurde um 10.00 Uhr MEZ unter der Vorsitz von Simon Lichter, Angestellter, beruflich ansässig in Luxemburg eröffnet.

Judith Thieltges, Angestellte, beruflich ansässig in Luxemburg, wurde vom Vorsitzenden als Sekretärin ernannt.

Die außerordentliche Hauptversammlung ernannte Danielle Even, Angestellter, beruflich ansässig in Luxemburg, zur Stimmzählerin.

Hiermit wurde das Präsidium der außerordentlichen Hauptversammlung gebildet, woraufhin der Vorsitzende verkündete und forderte den Notar auf, folgendes festzuhalten:

I. Die vertretenen Aktionäre (die "Aktionäre") und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind in der Anwesenheitsliste, unterzeichnet von den Mitgliedern des Präsidiums und dem unterzeichnenden Notar, eingetragen. Diese Liste wird zusammen mit den Vertretungsvollmachten, die durch die Mitglieder des Präsidiums und dem unterzeichneten Notar ne varietur paraphiert sind, mit diesem Protokoll beigefügt, damit die bei den Zulassungsbehörden eingereicht werden kann.

II. Es lässt sich aus der Anwesenheitsliste entnehmen, dass von fünfhunderttausend (500.000) Aktien, was die Gesamtheit des Aktienkapitals der Gesellschaft bildet, alle Aktien an dieser außerordentlichen Hauptversammlung vertreten sind.

III. Die Tagesordnung der außerordentlichen Hauptversammlung lautet wie folgt:

Damit die Gesellschaft den Spezialfonds nach dem Luxemburg Gesetz vom 13. Februar 2007 - Commerzbank Renten Protect 80 - verwalten kann, muss sie eine Alternative Investment Fund Manager-Lizenz gemäß dem Luxemburg Gesetz vom 12. Juli 2013 (die "AIFM-Lizenz") beantragen. Zu diesem Zweck stimmen die Aktionäre der folgenden Änderung der Satzung der Gesellschaft (die "Satzung") zu.

- Der geänderte Wortlaut des Artikels 4 "Geschäftszweck" wird wie folgt lauten:

„Zweck der Gesellschaft ist die Auflegung und/oder Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW"), die gemäß der Richtlinie 2009/65/EU des Europäischen Parlaments und des Rates zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, in der jeweils gültigen Fassung ("Richtlinie 2009/65/EU") zugelassen sind, die Auflegung und/oder Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen Alternativen Investmentfonds („AIF“), die gemäß der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates über die Verwalter alternativer Investmentfonds in der jeweils gültigen Fassung („Richtlinie 2011/61/EU“) zugelassen sind sowie die Auflegung und/oder die Verwaltung von anderen luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen („OGA“), die nicht unter die genannten Richtlinien fallen und für die die Gesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union gemäß den genannten Richtlinien vertrieben werden können.

Die Gesellschaft kann alle Handlungen tätigen, die zur Förderung der Verwaltung, der Administration, der Vermarktung, dem Vertrieb und/oder der Tätigkeiten im Zusammenhang mit den Vermögenswerten dieser OGAW, AIF bzw. OGA notwendig oder nützlich sind.

Die Gesellschaft kann weiterhin jedwede Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die ihre Interessen fördern oder sonst ihrem Zweck direkt oder indirekt dienen oder nützlich sind, insoweit diese dem Kapitel 15 und insbesondere dem Artikel 101 Absatz 2 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz vom 17. Dezember 2010“) und/oder dem Kapitel 2 und insbesondere dem Artikel 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz vom 12. Juli 2013“), wie dem auch sei, entsprechen.

Die Gesellschaft kann ihr Gesellschaftsvermögen im Rahmen der geltenden Luxemburger Gesetze und Verwaltungspraktiken anlegen.

Die Gesellschaft kann ihren Zweck im weitest möglichen Sinn erfüllen, einschließlich auf grenzüberschreitenden Basis im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs und der Niederlassungsfreiheit innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes.

Die Gesellschaft kann sich auch an anderen Gesellschaften mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland; beteiligen und sie kann ihren Zweck auch mittelbar verwirklichen.

- Der geänderte Wortlaut des Artikels 5 "Kapital" wird wie folgt lauten:

„Das Gesellschaftskapital beträgt fünf Millionen Euro (EUR 5.000.000,-), eingeteilt in fünfhunderttausend (500.000) Aktien mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10,-), die alle vollständig eingezahlt sind.

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Aktionäre erhöht oder reduziert werden. Ein solcher Beschluss ist gemäß der in Artikel 20 dieser Satzung bestimmten Form zu fassen.“

- Der geänderte Wortlaut des Artikels 8 "Verwaltungsratssitzungen" wird wie folgt lauten:

„Der Verwaltungsrat kann aus dem Kreis der Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung seines Vorsitzenden oder zweier (2) Mitglieder an dem Ort zusammen, welcher in der Einberufung angegeben ist. Der Verwaltungsrat tagt mindestens einmal im Kalenderhalbjahr.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates führt bei allen Aktionärsversammlungen und bei den Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz. In dessen Abwesenheit oder Handlungsunfähigkeit wird der Vorsitz von dem stellvertretenden Vorsitzenden oder einem anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten, Verwaltungsratsmitglied als zeitweiliger Vorsitzender geführt.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich einen oder mehrere Direktor(en) und einen oder mehrere stellvertretende Direktor(en) sowie andere leitende Angestellte ernennen, welche für den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft als notwendig angesehen werden. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Die Verwaltungsratsmitglieder sind zu jeder Sitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor ihrem Beginn durch schriftliche Einladung, welche eine Tagesordnung zu enthalten hat, in welcher sämtliche Punkte von Bedeutung für die Sitzung aufgeführt sind, zu benachrichtigen, außer wenn sich aus Umständen eine besondere Dringlichkeit ergibt. In diesem Fall ist die Natur dieser Umstände in der Einberufung darzulegen. Auf diese Einberufung kann seitens der Verwaltungsratsmitglieder durch Zustimmung jedes einzelnen entweder per Brief oder per Telegramm, Telekopie, E-Mail oder durch andere gleichwertige Kommunikationsmittel verzichtet werden. Spezifische Einberufungen sind für einzelne Versammlungen, welche vorher zu einem durch Verwaltungsratsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, nicht notwendig.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Brief, Telekopie, EMail oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel eine Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig, es müssen jedoch stets mindestens zwei Verwaltungsratsmitglieder persönlich an der Sitzung teilnehmen.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Verwaltungsratsvorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen ggf. der Unterschrift des Verwaltungsratsvorsitzenden, des stellvertretenden Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei einer Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleichen Beschlusses erscheinen und können durch Brief, E-Mail, Telekopie oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel nachgewiesen werden.“

- Der geänderte Wortlaut des Artikels 9 “Befugnisse des Verwaltungsrats” wird wie folgt lauten:

„Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, die Anlagepolitik der von der Gesellschaft verwalteten OGAW, AIF und OGA festzulegen sowie die Geschäftsführung und Leitung der Angelegenheiten der Gesellschaft zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat hat die weitesten Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft und der von ihm verwalteten OGAW, AIF und OGA sämtliche Maßnahmen zwecks Verwaltung oder Verfügungen durchzuführen. Sämtliche Befugnisse, welche nicht spezifisch vom Gesetz oder durch diese Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich des Verwaltungsrats.“

- Der geänderte Wortlaut des Artikels 11 “Übertragung von Befugnissen” wird wie folgt lauten:

„Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf mindestens zwei natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Eine solche Übertragung an Verwaltungsratsmitglieder bedarf der vorherigen Zustimmung der Aktionärsversammlung.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Die Gesellschaft ist befugt, die Erbringung der Gesamtheit oder eines Teils der von ihr gemäß ihrem Gesellschaftszweck in Übereinstimmung mit den entsprechenden gesetzlichen Anforderungen zu erbringenden Leistungen an Dritte zu übertragen.“

- Der geänderte Wortlaut des Artikels 19 “Änderungen der Satzung” wird wie folgt lauten:

„Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz vom 10. August 1915“) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden.“

- Der geänderte Wortlaut des Artikels 20 „Massgebliches Recht“ wird wie folgt lauten:

„Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915, dem Gesetz vom 12. Juli 2013 und/oder dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, wie dem auch sei, entschieden.“

Die außerordentliche Hauptversammlung stimmt zu und der Vertreter der Aktionäre erklärt, dass er von der Tagesordnung der außerordentlichen Hauptversammlung im Vorfeld informiert wurde und, dass er auf alle Einberufungsanforderungen und -formalien, einschließlich aller nach Luxemburger Recht bestehenden Rügefristen, in Namen der Aktionäre verzichtet.

Die vorliegende außerordentliche Hauptversammlung ist somit beschlussfähig und kann rechtswirksam über die Tagesordnungspunkte entscheiden.

Die Aktionäre fassen einstimmig den folgenden Beschluss:

Beschluss

Die außerordentliche Hauptversammlung stimmt der oben beschriebenen Änderung der Artikel 4, 5, 8, 9, 11, 19 und 20 der Satzung der Gesellschaft zu, damit die Gesellschaft den Spezialfonds nach dem Luxemburg Gesetz vom 13. Februar 2007 -Commerzbank Renten Protect 80- verwalten und die AIFM-Lizenz erhalten kann.

Da keine weiteren Tagesordnungspunkte bestanden, wurde die außerordentliche Hauptversammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Tag.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht stellt hiermit fest, dass das vorliegende Protokoll auf Anfrage der Erschienenen in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgeblich.

Nachdem das Protokoll der erschienen Personen, die dem Notar ihre Nach- und Vornamen, Familienstand und Wohnort offengelegt haben, vorgelesen wurde, unterzeichneten die Mitglieder des Präsidiums der außerordentlichen Hauptversammlung zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: S. LICHTER, J. THIELTGES, D. EVEN, Q. CHEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 28 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/30866. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 1. Oktober 2015.

Référence de publication: 2015161299/302.

(150178605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2015.

DJE Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 131.326.

— AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am zweiundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg,

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „DJE LUX SICAV“, in Liquidation, mit Sitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 131.326, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde unter der Bezeichnung Panda Lux Sicav gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 10. Juli 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2124 vom 28. September 2007. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde des Notars Henri Hellinckx vom 18. Februar 2014, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 698 vom 18. März 2014. Die Gesellschaft wurde in Liquidation gesetzt gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 29. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 393 vom 13. Februar 2015.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Vera Augsdörfer, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin und die Versammlung wählt zur Stimmzählerin Frau Ursula Berg, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Vorlage und Genehmigung des Berichtes des Réviseur à la liquidation für den Zeitraum vom 1. Januar 2015 bis zum 22. September 2015
2. Genehmigung der Konten für den Zeitraum vom 1. Januar 2015 bis zum 22. September 2015
3. Vorlage und Genehmigung des Berichtes des Liquidators und des Réviseur à la liquidation
4. Genehmigung der Liquidationskosten
5. Entlastung des Liquidators und des Réviseur à la liquidation
6. Schließung der Liquidationsprozedur
7. Bestimmung des Ortes, an dem die Bücher und Schriftstücke der SICAV hinterlegt und für einen Zeitraum von 5 Jahren aufbewahrt werden
8. Hinterlegung Caisse de Consignation

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass die 1 (EINE) Aktie welche sich noch im Umlauf befindet auf gegenwärtiger Generalversammlung vertreten ist, sodass die Generalversammlung rechtsgültig zusammengesetzt ist um über vorstehende Tagesordnung zu beschließen.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung nimmt Kenntnis des Berichtes des Réviseur à la liquidation für den Zeitraum vom 1. Januar 2015 bis zum 22. September 2015 und genehmigt denselben.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung genehmigt die Konten für den Zeitraum vom 1. Januar 2015 bis zum 22. September 2015.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung nimmt Kenntnis des Berichtes des Liquidators und des Réviseur à la liquidation und genehmigt dieselben.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung genehmigt die Liquidationskonten.

Fuenfter Beschluss

Die Generalversammlung erteilt dem Liquidator und dem Réviseur à la liquidation Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest, dass die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist und dass die Gesellschaft aufgehört hat zu bestehen.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, dass die Unterlagen und Bücher der Gesellschaft während einer Dauer von fünf Jahren ab heute am Sitz der aufgelösten Gesellschaft in Strassen, 4, rue Thomas Edison, hinterlegt bleiben.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest, dass der Liquidationserlös mit Liquidationsabschluss ganz ausgezahlt wurde. Alle Aktionäre wurden erreicht, es erfolgte keine Zahlung an die Caisse de Consignation. Das Liquidationsverfahren ist somit abgeschlossen

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, hebt die Vorsitzende die Versammlung auf.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. AUGSDÖRFER, U. BERG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 28 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/30828. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 2. Oktober 2015.

Référence de publication: 2015161354/77.

(150178778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2015.

**Arendt Regulatory & Consulting S.A., Société Anonyme,
(anc. Arendt Regulatory Solutions S.A.).**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 175.516.

L'an deux mille quinze le trente septembre.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois Arendt Regulatory Solutions S.A. (ci-après la "Société"), ayant son siège social au 8, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.516, constituée selon acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 20 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 979 en date du 24 avril 2013. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, prénommée, en date du 3 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1066, en date du 23 avril 2015.

L'assemblée générale est ouverte à 14.15 heures sous la présidence de Maître Jean-Marc Ueberecken, Avocat à la Cour, avec résidence professionnelle à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Maître Anne Marie Reuter, Avocat à la Cour, avec résidence professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée générale choisit comme scrutateur Maître Anne Marie Reuter, Avocat à la Cour, avec résidence professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. La présente assemblée extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination de la Société de "Arendt Regulatory Solutions S.A." en "Arendt Regulatory & Consulting S.A." et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société.

2. Modification de l'exercice social de la Société à partir de l'année 2016 pour qu'il commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante et décision relative à la fixation d'un exercice abrégé exceptionnel pour couvrir la période transitoire entre l'exercice social 2015 prenant fin au 31 décembre 2015 et le nouvel exercice social 2016.

3. Modification subséquente de l'article 25 des statuts de la Société.

4. Divers.

II. L'intégralité du capital social étant présente ou représentée lors de cette assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir été dûment avisés et informés de la présente assemblée et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée préalablement à la tenue de celle-ci, aucune convocation n'était nécessaire.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité, et a requis le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier avec effet au 1^{er} octobre 2015 la dénomination de la Société de "Arendt Regulatory Solutions S.A." en "Arendt Regulatory & Consulting S.A.".

Suite à cette résolution, l'article 1 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de «Arendt Regulatory & Consulting S.A. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.»

Deuxième résolution

Afin d'aligner l'exercice social de la Société avec celui de Arendt & Medernach SA, l'assemblée décide de modifier à partir de l'année 2016 l'exercice social de la Société du 1^{er} avril de chaque année au 31 mars de l'année suivante. Afin de couvrir la période transitoire entre la fin de l'exercice social en cours et le début du nouvel exercice social, l'assemblée décide de prévoir un exercice abrégé exceptionnel du 1^{er} janvier 2016 au 31 mars 2016. Les comptes relatifs à cet exercice exceptionnel seront approuvés lors d'une assemblée générale des actionnaires qui se tiendra dans les 6 mois de la clôture de cet exercice exceptionnel.

Troisième résolution

Suite à cette résolution, l'article 25 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«L'exercice social de la Société commence le premier avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux membres du bureau, connus du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, lesdits membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-M. UEBERECKEN, A. M. REUTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 6 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31894. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 octobre 2015.

Référence de publication: 2015168171/67.

(150185757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2015.

Japan Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 46.632.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration, prises en date du 1^{er} Octobre 2015

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de prendre la résolution suivante:

Monsieur Ken KAJIURA, résidant 2-1 Yaesu 1-chome Chuo-ku, 103-8670 Tokyo (Japan) a démissionné de ses fonctions de Membre du Conseil d'Administration, en qualité d'Administrateur, avec effet au 1^{er} Octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Japan Fund Management (Luxembourg) S.A.

Noboru MATSUSHIMA

Directeur

Référence de publication: 2015168426/15.

(150185943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2015.

GREIFF «special situations» Fund OP, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement GREIFF "special situations" Fund OP wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l

Référence de publication: 2015168535/10.

(150186198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2015.

Anoa Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 155.833.

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of October.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

the extraordinary general meeting of shareholders of Anoa Capital S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 155.833, incorporated pursuant to a notarial deed dated 28 September 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2456 dated 13 November 2010. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 8 July 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

The meeting was opened at 1.00 p.m. with Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Karola Böhm, with professional address in Mondorf-les-Bains.

The meeting elected as scrutineer Mr Chris Oberhag, with professional address in Mondorf-les-Bains.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to record the following:

I. All shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the shareholders present, the proxyholder of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declare that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

III. The present meeting is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Acknowledgement of the special report drafted by the board of directors of the Company pursuant to Article 32-3 (5) of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended;

2. Increase of the authorised share capital of the Company from its current amount of five million euro (EUR 5,000,000.-) up to fifteen million euro (EUR 15,000,000.-);

3. Amendment of article 5 (5) of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

(5) The authorised share capital of the Company, excluding the current issued share capital, is set at fifteen million Euros (EUR 15,000,000).

During a period of five (5) years from the date of the publication of the shareholders' resolution dated 6 October 2015 in the Mémorial C., Recueil des Sociétés et Associations, or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised share capital pursuant to this article, the board of directors is hereby authorised to issue shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised share capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue and issues of shares upon conversion of any convertible bonds without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders, other than to the extent such a preferential subscription right is reserved to the shareholders under the terms of a shareholders' agreement, if any, or these articles of incorporation. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation, each time for a period not exceeding five (5) years.

The authorised share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association and subject to the terms of any shareholders' agreement, if any, and provided however that such resolution can be adopted as a private deed and do not need to be adopted in front of a notary.”; and

4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders takes unanimously, and requires the notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting acknowledges the special report drafted by the board of directors of the Company pursuant to Article 32-3 (5) of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, and decides to increase the authorised share capital of the Company from its current amount of five million euro (EUR 5,000,000.-) up to fifteen million euro (EUR 15,000,000.-).

Second resolution

The general meeting decides to amend article 5 (5) of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

(5) The authorised share capital of the Company, excluding the current issued share capital, is set at fifteen million Euros (EUR 15,000,000).

During a period of five (5) years from the date of the publication of the shareholders' resolution dated 6 October 2015 in the Mémorial C., Recueil des Sociétés et Associations, or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised share capital pursuant to this article, the board of directors is hereby authorised to issue shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised share capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue and issues of shares upon conversion of any convertible bonds without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders, other than to the extent such a preferential subscription right is reserved to the shareholders under the terms of a shareholders' agreement, if any, or these articles of incorporation. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation, each time for a period not exceeding five (5) years.

The authorised share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association and subject to the terms of any shareholders' agreement, if any, and provided however that such resolution can be adopted as a private deed and do not need to be adopted in front of a notary.”

There being no further business, the meeting was closed at 1.15 p.m..

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the appearing parties known to the notary by names, first names and residences, the said appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le six octobre.

Par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Anoa Capital S.A., une société anonyme, ayant son siège social à L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.833, constituée selon acte notarié en date du 28 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2456 en date du 13 novembre 2010. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 8 juillet 2015, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

L'assemblée a été ouverte à 13.00 heures sous la présidence de Monsieur Frank Stolz-Page, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains,

qui a désigné comme secrétaire Madame Karola Böhm, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains.

L'assemblée a élu comme scrutateur Monsieur Chris Oberhag, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, le mandataire des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations, paraphées ne varietur par les comparantes et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. résulte que l'intégralité du capital social est dûment représentée à la présente assemblée et le mandataire du l'actionnaire déclare avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour de cette assemblée, il a donc été fait abstraction d'une convocation.

III. La présente assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Prise de connaissance du rapport spécial rédigé par le conseil d'administration de la Société en vertu de l'Article 32-3 (5) de la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

2. Augmentation du capital social autorisé de la Société de son montant actuel de cinq millions euro (EUR 5.000.000) jusqu'à un montant de quinze millions euro (EUR 15.000.000).

3. Modification de l'article 5 (5) des statuts de la Société comme suit:

« Art. 5. Capital social.

(5) Le capital social autorisé de la Société, en ce non compris le capital social souscrit, s'élève à un montant de quinze millions d'euros (EUR 15.000.000).

Pendant une période cinq (5) ans à partir de la date de publication au Mémorial C., Recueil des Sociétés et Associations, de la résolution des actionnaires du 6 octobre 2015, ou, le cas échéant, de la résolution tendant à renouveler ou à augmenter le capital social autorisé en vertu du présent article, le conseil d'administration est, par le présent acte, autorisé à émettre des actions et tout autre titre convertible en actions dans les limites du capital social autorisé, aux personnes et selon les conditions qu'il juge appropriées, et notamment à procéder à une telle émission lors de la conversion de toute obligation convertible sans réserver le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants de souscrire les nouvelles actions à émettre, sauf dans la mesure où ce droit préférentiel de souscription est réservé aux actionnaires en vertu des statuts ou, le cas échéant, d'un pacte d'actionnaire. Cette autorisation peut être renouvelée une ou plusieurs fois par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, pour une période qui, à chaque fois, ne peut dépasser cinq (5) ans.

Le capital social autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires, constituée et délibérant comme en matière de modification des statuts et, le cas échéant sous réserve des stipulations de tout pacte d'actionnaire, sous réserve que cette résolution puisse être adoptée sous la forme d'un acte sous seing privé et ne nécessite pas d'être adoptée devant notaire.»; et

4. Divers

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires adopte à l'unanimité et requiert le notaire instrumentant d'acter, la résolution suivante:

Première Résolution

L'assemblée générale des actionnaires prend connaissance du rapport spécial rédigé par le conseil d'administration de la Société en vertu de l'Article 32-3(5) de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et décide d'augmenter le capital social autorisé de la Société de son montant actuel de cinq millions euro (EUR 5.000.000) jusqu'à un montant de quinze millions euro (EUR 15.000.000).

Deuxième Résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'article 5 (5) des statuts de la Société comme suit:

« Art. 5. Capital social.

(5) Le capital social autorisé de la Société, en ce non compris le capital social souscrit, s'élève à un montant de quinze millions d'euros (EUR 15.000.000).

Pendant une période cinq (5) ans à partir de la date de publication au Mémorial C., Recueil des Sociétés et Associations, de la résolution des actionnaires du 6 octobre 2015, ou, le cas échéant, de la résolution tendant à renouveler ou à augmenter le capital social autorisé en vertu du présent article, le conseil d'administration est, par le présent acte, autorisé à émettre des actions et tout autre titre convertible en actions dans les limites du capital social autorisé, aux personnes et selon les conditions qu'il juge appropriées, et notamment à procéder à une telle émission lors de la conversion de toute obligation convertible sans réserver le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants de souscrire les nouvelles actions à émettre, sauf dans la mesure où ce droit préférentiel de souscription est réservé aux actionnaires en vertu des statuts ou, le cas échéant, d'un pacte d'actionnaire. Cette autorisation peut être renouvelée une ou plusieurs fois par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, pour une période qui, à chaque fois, ne peut dépasser cinq (5) ans.

Le capital social autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires, constituée et délibérant comme en matière de modification des statuts et, le cas échéant sous réserve des stipulations de tout pacte d'actionnaire, sous réserve que cette résolution puisse être adoptée sous la forme d'un acte sous seing privé et ne nécessite pas d'être adoptée devant notaire.»

Comme il n'y a plus rien d'autre à l'ordre du jour, la séance est levée à 13.15 heures.

Evaluation des frais

Les frais qui incombent à la Société en raison de la présente assemblée générale extraordinaire sont évalués à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, et résidences, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, K. Böhm, C. Oberhag, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 9 octobre 2015. GAC/2015/8627. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 14 octobre 2015.

Référence de publication: 2015168801/188.

(150187021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2015.

JSS Special Investments FCP (SIF), Fonds Commun de Placement.

The amended management regulations of the specialised investment fund JSS Special Investments FCP (SIF) have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement des spezialisierten Investmentfonds JSS Special Investments FCP (SIF) wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 13. Oktober 2015.

J. Safra Sarasin Fund Management (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2015169050/0.

(150186404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2015.

Société Orientale de Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 65.020.

Bolland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 109.425.

L'an deux mille quinze, le treizième jour du mois d'octobre.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg

ONT COMPARU:

1) SOCIÉTÉ ORIENTALE DE PARTICIPATIONS S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.020, en vertu d'un acte de constitution de Maître Jean-Paul Hencks, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 25 juin 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 655 du 16 septembre 1998. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés en vertu d'un acte notarié en date du 28 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1001 du 27 décembre 1999,

dûment représentée par Madame Sophie Wagner-Chartier, docteur en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une décision du conseil d'administration de la société en date du 8 octobre 2015, et

2) BOLLAND S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.425, en vertu d'un acte notarié en date du 27 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 1280 du 26 novembre 2005. Les statuts de la Société Absorbée ont été modifiés en vertu d'un acte notarié en date du 27 août 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2437 du 6 octobre 2008

dûment représentée par Madame Sophie Wagner-Chartier, prénommée, en vertu d'une décision du conseil d'administration de la société en date du 8 octobre 2015.

Lesdites décisions des conseils d'administration, paraphées «ne varietur» par la mandataire des comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Lesdites comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser le projet commun de fusion que les sociétés qui fusionnent, agissant par le biais de leur conseil d'administration, déclarent arrêter comme suit:

PROJET COMMUN DE FUSION

(le «Projet de Fusion»)

1. Les sociétés impliquées dans la fusion. SOCIÉTÉ ORIENTALE DE PARTICIPATIONS S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.020, en vertu d'un acte de constitution de Maître Jean-Paul Hencks, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 25 juin 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 655 du 16 septembre 1998. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés en vertu d'un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 28 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1001 du 27 décembre 1999, (la «Société Absorbante»)

envisage de fusionner avec

BOLLAND S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.425, en vertu d'un acte de constitution de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 1280 du 26 novembre 2005. Les statuts de la Société Absorbée ont été modifiés en vertu d'un acte du même notaire en date du 27 août 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2437 du 6 octobre 2008 (la «Société Absorbée»)

par voie d'une fusion par absorption telle que prévue aux articles 278 et suivants de la Section XIV «Des fusions» de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») (la «Fusion»).

La Fusion entraîne le transfert par la Société Absorbée de l'ensemble de son patrimoine actif et passif, sans exception, à la Société Absorbante, par suite et au moment de la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée.

La Société Absorbante détient à ce jour l'intégralité des actions représentant la totalité du capital social et conférant tous les droits de vote dans la Société Absorbée. Aucun autre titre donnant droit de vote n'a été émis par la Société Absorbée.

La Société Absorbée a émis un emprunt obligataire d'un montant de sept millions trois cent mille deux cent soixante-et-onze euros (EUR 7.300.271,-) représenté par une (1) obligation avec effet au 1^{er} septembre 2055 en faveur de la Société Absorbante. La Société Absorbée n'a émis aucun autre titre de créance que cette obligation.

2. La Société Absorbante suite à la Fusion. La Société Absorbante continuera d'exister sous la dénomination de «Société Orientale de Participations S.A.», une société anonyme, selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

3. Conséquences juridiques de la Fusion. La Société Absorbante va acquérir, du fait de la Fusion, l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée par voie de transmission universelle.

Le capital social émis par la Société Absorbante ne sera pas modifié du fait de la Fusion.

En conséquence de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et l'ensemble des actions et l'obligation émises par cette dernière seront annulées.

Sous réserve du respect des droits des actionnaires de la Société Absorbante tels qu'exposés sous 8) ci-après, la dissolution de la Société Absorbée et l'annulation des actions de la Société Absorbée seront effectives, conformément aux articles 279 (1) a) et 273 de la Loi, à la date de la publication au Mémorial d'un certificat notarial confirmant que les conditions de la Fusion ont été remplies (la «Date de Réalisation»), et emportera simultanément les effets mentionnés ci-dessus tels que prévus à l'article 274 de la Loi.

L'ensemble des obligations et des dettes existant à la Date de Réalisation entre les sociétés qui fusionnent seront annulées suivant la réalisation de la Fusion. A compter de la Date de Réalisation, la Société Absorbante sera subrogée, à l'égard des tiers, dans l'ensemble des droits et obligations de la Société Absorbée. Les droits et créances compris dans l'actif de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante, avec toutes les sûretés réelles et/ou personnelles qui les grèvent.

Le transfert des droits de propriété industrielle et intellectuelle, ainsi que des droits réels autres que les sûretés réelles sur meubles et immeubles n'est opposable aux tiers que dans les conditions prévues par les lois spéciales qui régissent ces opérations. Les formalités de ce transfert devront être accomplies dans les six (6) mois à compter de la Date de Réalisation.

La Société Absorbante réalisera elle-même l'ensemble des formalités requises, en ce compris toutes les publications prescrites par la loi, qui seront nécessaires ou utiles à l'effet de la Fusion, ainsi qu'au transfert et à l'attribution de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante. Dans la mesure où ceci serait prescrit par la loi luxembourgeoise ou bien réputé nécessaire ou encore utile, les actes de transfert appropriés devront être conclus par les

sociétés qui fusionnent, à l'effet de permettre la réalisation du transfert de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

4. Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée devront être considérées, d'un point de vue comptable, comme ayant été accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante. A compter du premier janvier 2015, toutes les opérations et transactions de la Société Absorbée sont considérées, d'un point de vue comptable, comme ayant été accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante.

Les données financières relatives à la Société Absorbée seront incluses dans les comptes annuels de la Société Absorbante, à compter de cette date.

5. Droits spécifiques. Aucun droit spécifique n'a été constitué au bénéfice des membres de la Société Absorbante.

6. Avantages constitués au bénéfice des membres du conseil d'administration ou des commissaires aux comptes. Aucun droit spécifique, ni avantage particulier, n'a été attribué aux administrateurs ou commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

7. Informations relatives à la Fusion. Le Projet de Fusion sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au plus tard un (1) mois avant la Date de Réalisation.

Les documents suivants seront tenus à la disposition des actionnaires de la Société Absorbante au siège social de cette dernière, au plus tard le jour de la publication du Projet de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations:

- a. le Projet de Fusion;
- b. les comptes annuels et les rapports de gestion des trois (3) derniers exercices financiers de chacune des sociétés qui fusionnent;
- c. les comptes intermédiaires de chacune des sociétés qui fusionnent en date du 31 juillet 2015;

8. Droit des actionnaires de requérir la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante. Un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante, disposant d'au moins cinq pourcent (5%) des actions du capital souscrit de la Société Absorbante, ont le droit de requérir, pendant la période définie au 7) ci-dessus, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante, qui devra se prononcer sur l'approbation de la Fusion (l'«AGE»).

Après l'expiration du délai de publication d'un (1) mois tel que défini au 7) ci-dessus, et dans le cas où aucune AGE n'a été sollicitée, la Société Absorbante requerra un notaire luxembourgeois pour émettre son certificat notarial constatant que les conditions de la Fusion sont remplies, conformément à l'article 273 de la Loi.

9. Droits des créanciers. Les créanciers des sociétés qui fusionnent, dont la créance est antérieure à la Date de Réalisation, nonobstant toute convention contraire, peuvent, dans les deux (2) mois de cette Date de Réalisation, demander au magistrat présidant la chambre du Tribunal d'Arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où ils peuvent démontrer de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que ladite société ne leur a pas fourni de garanties adéquates. Le président de la prédite chambre rejettera cette demande, si le créancier dispose déjà de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la société après la Fusion. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier, même si la créance est à terme. Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

10. Mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société Absorbée. Il sera mis un terme aux mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes actuels de la Société Absorbée à la Date de Réalisation et décharge intégrale sera accordée à ces administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats dans la Société Absorbée, à l'occasion de la première assemblée générale annuelle de la Société Absorbante suivant la Date de Réalisation.

11. Documents et registres sociaux de la Société Absorbée. Les documents et registres sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période prescrite par la Loi.

12. Coûts. Les dépenses, coûts, frais et charges résultant de la Fusion seront portés à la charge de la Société Absorbante.

Conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné atteste par les présentes l'existence et la légalité du Projet de Fusion et de tous les actes, documents et formalités incombant aux sociétés qui fusionnent conformément à la Loi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu à la mandataire des parties comparantes connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état civil et résidence, ladite mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. WAGNER-CHARTIER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 14 octobre 2015. Relation: EAC/2015/23768. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015169255/136.

(150187028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2015.

Arras SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 29.306.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme ARRAS SPF, S.A., prédésignée, sont convoqués à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

de ladite société anonyme qui se tiendra extraordinairement le mercredi 28 octobre 2015 à 10.00 heures au siège social
sis à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014.
- Allocation des résultats pour les périodes s'achevant le 31 décembre 2014.
- Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- Pouvoirs à donner.
- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015165143/813/18.

CBP Select, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 129.395.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Zithe, le
29 octobre 2015 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 juin 2015
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2015; affectation des résultats
3. Donner quitus aux Administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les propriétaires d'actions au porteur et nominatives désirant être présents ou représentés à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société au moins cinq jours francs avant l'Assemblée.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015165925/755/23.

Tyler Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 131.630.

L'avis informant de la décision relative à la clôture de la liquidation de Tyler Investment Fund a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 octobre 2015.

Référence de publication: 2015169277/11.

(150186469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2015.

Mischa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9711 Clervaux, 80, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 181.272.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-9711 Clervaux, le 30 août 2015.

Thierry TORDEURS

Administrateur

Référence de publication: 2015147829/12.

(150161626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Hipoteca XXXIII Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 199.685.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of August.

Before Us Me Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CL III REO (Offshore) LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of Anguilla, registered with the Registrar of Companies of Anguilla under number 3007379, and having its registered office at Mitchell House, The Valley, Anguilla B.W.I.,

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on August 20th, 2015; and

CL IV REO (Offshore) LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of Anguilla, registered with the Registrar of Companies of Anguilla under number 3009141, and having its registered office at Mitchell House, The Valley, Anguilla B.W.I.,

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on August 20th, 2015.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxyholder(s) of the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Art. 1. Denomination. A private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Hipoteca XXXIII Lux S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and manage a portfolio of patents or any other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The object of the Company is further the acquisition, management, development and sale directly or indirectly, of real estate of any nature or origin, whatsoever in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective

decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory provision

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31 December 2015.

Subscription and payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
CL III REO (Offshore) LLC	5,250	5,250.-
CL IV REO (Offshore) LLC	7,250	7,250.-
TOTAL	12,500	12,500.-

Evidence of the payment of the total subscription price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) has been shown to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one hundred four thousand Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary general meeting of shareholders

The shareholders have forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company each with such signature powers as set forth in the articles:

- Mrs. Julie K. Braun, manager, born on 1st January 1958 in Minneapolis, MN, with professional address at 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7th Street, Minneapolis, MN 55402.

- Mr. Hervé Marsot, manager, born on 2 October 1974 in Mulhouse, France, with professional address at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mr. Maqboolali Mohamed, manager, born on 15th July 1971 in Fort Portal, Uganda, with professional address at 15 Sackville Street, London W1S 3DJ United Kingdom.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un août.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

CL III REO (Offshore) LLC une limited liability company, constituée et existant selon les lois d'Anguilla, immatriculé au registre des sociétés d'Anguilla au numéro 3007379, dont le siège social est à Anguilla, Mitchell House, The Valley, Antilles Britanniques,

représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 20 août 2015; et

CL IV REO (Offshore) LLC une limited liability company, constituée et existant selon les lois d'Anguilla, immatriculé au registre des sociétés d'Anguilla au numéro 3009141, dont le siège social est à Anguilla, Mitchell House, The Valley, Antilles Britanniques,

représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 20 août 2015.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les comparantes et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Hipoteca XXXIII Lux S.à r.l." (la "Société"). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, prêts, participations dans des prêts, certificats de dépôt et toutes autres valeurs mobilières ou instruments financiers ou fonds de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et gérer un portefeuille de brevets ou tout autre droit de propriété intellectuelle de toute nature ou origine que ce soit. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

L'objet de la Société est également l'acquisition, la gestion, le développement et la vente direct ou indirect de biens immobiliers de toute nature ou origine, à Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de dette ou de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre ou dette de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour

son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité. La Société peut aussi faire saisir, transférer ou s'endetter ou créer autrement des garanties sur quelques uns ou tous ses biens.

D'une manière générale elle peut prêter assistance de toute manière aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Tout ce qui a été mentionné ci-dessus doit être entendu dans le sens le plus large et toute énumération n'est pas exhaustive ou limitative. L'objet de la Société comprend toute transaction ou contrat dans lesquels la Société fait partie conformément avec ce qui a été mentionné ci-dessus.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pour cent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue à tout moment par conférence téléphonique ou autre moyen similaire. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne

pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un des gérants, à condition toutefois que dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance ou un des gérants, ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant ensemble.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots "demande", "action", "plainte" ou "procédure" s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots "responsabilité" et "dépenses" devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

La première année sociale commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par les parties comparantes, celles-ci ont souscrit et intégralement libérées les parts sociales suivantes:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Prix de souscription (EUR)
CL III REO (Offshore) LLC	5.250	5.250,-
CL IV REO (Offshore) LLC	7.250	7.250,-
TOTAL	12.500	12.500,-

Preuve du paiement du prix total de souscription d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) par apport en numéraire a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évalué à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société chacun avec pouvoir de signature comme prévu dans les statuts:

- Madame Julie K. Braun, manager, née le 1^{er} janvier 1958 à Minneapolis, MN, avec adresse professionnelle au 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7th Street, Minneapolis, MN 55402.

- Monsieur Hervé Marsot, manager, né le 2 octobre 1974 à Mulhouse, France, avec adresse professionnelle au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

- Monsieur Maqboolali Mohamed, manager, né le 15 juillet 1971 à Fort Portal, Uganda, avec adresse professionnelle au 15 Sackville Street, Londres W1S 3DJ Royaume-Uni.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celles-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 26 août 2015. 2LAC/2015/19315. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Référence de publication: 2015147713/450.

(150161426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Luxmanis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 128.192.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147814/9.

(150161283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

HFC Prestige International LUXEMBOURG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 199.692.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth of August.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Wella GmbH, a company incorporated and existing under the laws of Germany, registered with the Handelsregister B des Amtsgerichts Königstein im Taunus under number HRB 7906, having its registered office at Sulzbacher Straße 40, 65824 Schwalbach, Germany,

here represented by Mr Bastien Burin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Schwalbach am Taunus (Germany), on 24 August 2015.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "HFC Prestige International LUXEMBOURG S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well

as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 In particular and without limitation, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities, intellectual and industrial property rights of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise or partnership, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting, purchase or option, of securities, intellectual and industrial property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities, intellectual and industrial property rights, grant to companies or partnerships in which the Company has a participating or equity interest, any support, loans, advances, guarantees and other financing or financial arrangements or assistance or support.

2.3 In addition, the Company may provide any and all lawful support, assistance, including but not limited to loans, advances, guarantees and other financing or financial arrangements or assistance or support, directly or indirectly to any Affiliate (as defined below); with respect thereto, the Company may use its funds for benefiting from the economy resulting from providing any Affiliate of the Company with borrowing, advancing, guaranteeing or other assistance any other type of lawful financing or financial assistance or support.

2.4 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, preferred equity certificates, debentures, notes, commercial paper, guarantees, and entering into of credit agreements, note purchase agreements, underwriting agreements, indentures, trust agreements or any other type of financing instrument or document or any hedge, swap or derivative related thereto, always in compliance with article 188 of the Law.

2.5 For purposes of these articles, the term «Affiliate» shall mean, with respect to any legal entity or legal person, another legal entity or legal person that directly, or indirectly through one or more intermediaries, controls, or is controlled by, or is under common control with, such legal entity or legal person. «Control», whether or not capitalized, means, with respect to any legal entity or legal person, the ownership by another legal entity or legal person of greater than fifty percent (50%) of the income or voting interests of such legal entity or legal person or such other arrangement as constitutes the direct or indirect ability to direct the management, affairs or actions of such legal entity or legal person.

2.6 The Company may also act as general partner in other partnership or corporation.

2.7 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes. The Company may act as general partner or member in partnership agreements or limited liability agreements.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twenty thousand US dollars (USD 20,000.-) fully paid represented by two hundred (200) shares having a nominal value of one hundred US dollars (USD 100.-) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. The general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signatures of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision**Art. 19. Auditor(s).**

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of July of each year and shall end on the thirtieth of June of the next year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the company and terminate on 30 June 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the company's first financial year.

Subscription and payment

The two hundred (200) shares issued have been subscribed by Wella GmbH, aforementioned, for the total subscription price of twenty thousand US dollars (USD 20,000.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by in cash so that the amount of twenty thousand US dollars (USD 20,000.-) is as of now available to the company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total amount of twenty thousand US dollars (USD 20,000.-) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the company or which shall be borne by the company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro.

Resolutions of the Shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the company is set at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the company for an unlimited term:

- Mr. René Beltjens, born on 17 September 1961 in Etterbeek (Belgium), with professional address at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Mr. James Douglas Gerstle, born on 21 September 1957 in Richmond (USA), with professional address at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- Mr. Klaus Lindner, born on 3 April 1952 in Bauzing (Germany), with professional address at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Mr. Herwig Meskens, born on 11 December 1957 in Opwijk (Belgium), with professional address at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Mrs. Elena Morrisova, born on 10 April 1967 in Myjava (Slovakia), with professional address at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit août.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Wella GmbH, une société constituée et existant selon les lois d'Allemagne, immatriculée au Handelsregister B des Amtsgerichts Königstein im Taunus sous le numéro HRB 7906, ayant son siège social au 40 Sulzbacher Straße, 65824 Schwalbach, Allemagne,

dûment représentée par Monsieur Bastien Burin, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Schwalbach am Taunus (Allemagne), le 24 août 2015.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «HFC Prestige International LUXEMBOURG S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des Société luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 Elle pourra notamment, et sans y être limitée, employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et de droits de propriété intellectuelle et industrielle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise ou partenariat, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme, d'achat ou d'option d'achat de tout titre et droits de propriété intellectuelle et industrielle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, mettre en valeur ces titres et ces droits de propriété intellectuelle et industrielle, accorder aux Société ou partenariats dans lesquels elle a une participation toute aide, prêts, avances, garanties et autres financements ou arrangements ou aide ou assistance financiers.

2.3 De plus, la Société pourra donner toute aide, assistance légales, y compris mais sans y être limité, prêts, avances, garanties et autres financements ou arrangements ou assistance ou aide financiers, directement ou indirectement, à tout Affilié tel que défini ci-après; à ce sujet, la Société pourra utiliser ses fonds afin d'obtenir un bénéfice de l'économie résultant de la fourniture à tout Affilié de la Société d'emprunt, avance, garantie ou autre assistance ou tout autre type de financement ou d'assistance ou aide financière légale.

2.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de bons, de certificats d'actions privilégiées, d'obligations et de titres de créances, billets de trésorerie, garanties et conclure des contrats de crédit, contrats d'achat de créance, contrats de garantie, engagements, conventions de fiducie, ou tout autre type d'instrument ou de document financier ou toute couverture, swap ou dérivé y relatif, toujours en conformité avec l'article 188 de la Loi.

2.5 Pour les besoins des présents statuts, le terme «Affilié» signifiera pour toute entité juridique ou personne morale, une autre entité juridique ou personne morale qui directement ou indirectement par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, ou est contrôlé par, ou est contrôlé conjointement avec cette entité juridique ou personne morale. Le terme «Contrôle», qu'il soit capitalisé ou non, signifie, en ce qui concerne toute entité juridique ou personne morale, la détention par une autre entité juridique ou personne morale de plus de cinquante pour cents (50%) du revenu ou des intérêts avec droit de vote de cette entité juridique ou personne morale, ou un autre arrangement tel que la capacité directe ou indirecte de diriger la gestion, les affaires ou les actes de cette entité juridique ou personne morale.

2.6 La Société pourra aussi servir comme associé commandité dans d'autres partenariats ou Société.

2.7 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers que la Société considérera utile en vue de l'accomplissement de son objet. La Société pourra agir en qualité d'«Associé Commandité» ou membre dans des contrats de partenariat ou de responsabilité limitée.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à vingt mille US dollars (USD 20.000,-) entièrement libéré représenté par deux cents (200) parts sociales ayant une valeur nominale de cent US dollars (USD 100,-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants.

Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 16. Conduite des réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 18. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 19. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier juillet de chaque année et se termine le trente juin de l'année suivante.

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se terminera le 30 juin 2016.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la société.

Souscription et paiement

Les deux cents (200) parts sociales émises ont été souscrites par Wella GmbH, susmentionnée, pour un prix de souscription total de vingt mille US dollars (USD 20.000,-).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées en numéraire, de sorte que le montant de vingt mille US dollars (USD 20.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Le montant total de vingt mille US dollars (USD 20.000,-) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille cinq cents euros.

Résolutions des associés

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la société est établie au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:
 - Monsieur René Beltjens, né le 17 septembre 1961 à Etterbeek, Belgique, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Monsieur James Douglas (Doug) Gerstle, né le 21 septembre 1957 à Richmond (Etats Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Monsieur Klaus Lindner, Regional Finance Manager, né le 3 avril 1952 à Bauzing (Allemagne), résidant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Monsieur Herwig Meskens, né le 11 décembre 1957 à Opwijk (Belgique), demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Madame Elena Morrisova, née le 10 avril 1967 à Myjava (Slovaquie), demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du comparant que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. BURIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 31 août 2015. Relation: EAC/2015/20197. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015147725/525.

(150161582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Luxorinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 85.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015147815/10.

(150161883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Capital International Emerging Markets Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 33.347.

The Shareholders of Capital International Emerging Markets Fund (CIEMF) are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (AGM) of CIEMF that will be held at the registered office of the Company on *29 October 2015* at 2.00pm CET with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Audited Annual Report of the Company (including the Report of the Board of Directors to the Shareholders, the Financial Statements and the Independent Auditor's Report) for the reporting period ended 30 June 2015.
2. Decision on the allocation of net results, including final dividend distribution.
3. Discharge of the Directors for the fiscal year ended 30 June 2015.
4. Election of Luis Freitas de Oliveira, Joanna Jonsson, Pierre-Marie Bouvet de Maisonneuve, Thomas Høgh and Mark Brubaker as Directors of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in October 2016, subject to the Commission de Surveillance du Secteur Financier's approval.
5. Re-appointment of PricewaterhouseCoopers Société coopérative as Auditor of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in October 2016.
6. Miscellaneous.

Shareholders who cannot be present in person at the meeting and wish to be represented are entitled to appoint a proxy to vote for them. To be valid, the proxy forms must be completed and received at the registered office of CIEMF (marked for the attention of Ms Christine Schübel; fax number: +352 46 26 85 825 or by mail using the reply paid envelope) prior to 5.00pm CET on 28 October 2015. Proxy forms can be obtained by contacting Ms Christine Schübel on tel +352 3410 2062.

The resolutions on the AGM agenda require no quorum and can be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

For and on behalf of the Board of Directors

Référence de publication: 2015165926/755/30.

LYB Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 179.230.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société du 31 août 2015

Le 31 Août 2015, l'actionnaire unique de LYB Luxembourg II S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mr. David Dion en qualité de Gérant de la Société avec effet au 6 Juillet 2015;
- De nommer Mr. Julien Ansay, ayant son adresse professionnelle à 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 6 Juillet 2015 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Luxembourg Corporation Company SA

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015147816/16.

(150161793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Micros Fidelio International Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège de direction effectif: L-5365 Münsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 109.925.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 1^{er} septembre 2015 que:

- Madame Cynthia Russo a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat; et
 - Madame Astrid Kepper, née le 2 mai 1974 à Amsterdam (Pays-Bas), résidant au Stieltjeslaan 21, 1222 RC Hilversum (Pays-Bas) a été nommé nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Pour la Société

Un Mandataire

Référence de publication: 2015147828/16.

(150161485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

M.A.G. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4351 Esch-sur-Alzette, 37, rue Arthur Useldinger.
R.C.S. Luxembourg B 43.822.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147817/9.

(150162036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Mandarin Capital Partners S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 128.231.

Les statuts coordonnés au 19/08/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/09/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015147822/13.

(150161309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

M&N Schmitt Sàrl, Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 115.308.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015147818/9.
(150161637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Magenta Investment Luxembourg SA, Société Anonyme.
Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.473.

Les statuts coordonnés au 2 juillet 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015147819/11.
(150161753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Main Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Capital social: EUR 12.500,00.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 96.986.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Main Properties S.à r.l.

Référence de publication: 2015147820/10.
(150162068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Ascot Capital Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 172.569.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution de l'associé unique prise en date du 10 août 2015, que M. Andrea VALLABH, né le 13 décembre 1987 à Guggisberg, Suisse, et demeurant professionnellement Chemin de Fontenailles 4, 1196 Gland, Suisse, a été nommé pour une durée indéterminée en qualité de gérant de classe B en remplacement de M. Vijay MALLYA.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- M. Simon Baker, gérant de classe A,
- Mlle Dawn Shand, gérante de classe A,
- Mlle Corinne Néré, gérante de classe A,
- M. Thiruvannamalai Venkatesan Lakshmi Kanthan, gérant de classe B, et
- M. Andrea Vallabh, gérant de classe B.

Pour extrait conforme
Simon Baker
Gérant de classe A

Référence de publication: 2015148091/20.
(150162368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 183.132.

Il convient de noter que Monsieur Frédéric GARDEUR, Gérant, réside désormais professionnellement à l'adresse suivante:

- 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015147841/15.

(150161282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Maury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2169 Luxembourg, 4, rue J.A Muller.

R.C.S. Luxembourg B 182.563.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015147824/10.

(150161758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MedTech World S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 197.783.

Les statuts coordonnés au 3 juillet 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015147826/11.

(150162010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MegaFon Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.235.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

MegaFon Luxembourg S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager

Référence de publication: 2015147827/14.

(150161423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Molay Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 157.932.

EXTRAIT

Il résulte du Conseil d'Administration du 1^{er} juillet 2015 que la société CLERC S.A., Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable, ayant son siège social au 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange, inscrite auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B92376, a été nommée Réviseur d'entreprises.

Ce mandat de réviseur d'entreprises prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Référence de publication: 2015147830/14.

(150161630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Mondo Chemicals S.A., Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-7241 Bereldange, 204, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 137.616.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 de la société anonyme de droit belge MONDO CHEMICALS S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147831/10.

(150161473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MERSCI, Société Civile Immobilière, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3265 Bettembourg, 26, Op Fankenacker.

R.C.S. Luxembourg E 2.716.

Suite à un changement de dénomination et de siège social adopté lors de l'assemblée générale du 7 mai 2015, il convient de modifier le nom et le siège social de l'associé STONEWALL ENTERPRISES CORP. en:

STONEWALL S.à.r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-3265 Bettembourg, 26, Op Fankenacker (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196.853.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015147851/16.

(150161286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Moventum Plus Aktiv, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.534.

Résolution prise par le Conseil d'administration de la SICAV en date du 31 juillet 2015:

Le Conseil d'administration a pris la décision suivante:

- de nommer Monsieur Nicholas PARKES, né le 08 mai 1956 à Birmingham (Royaume Uni), domiciliée professionnellement au 68 King William Street, UK-ECSN 7DZ Londres, en tant qu'administrateur de la SICAV, avec effet au 1^{er} octobre 2015 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147832/13.

(150161975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Maison Moderne s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 3, rue Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 34.830.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2015.*Pour la société*

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2015147834/14.

(150161285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Mandix, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 178.690.

Extrait du PV d'assemblée générale extraordinaire du 20/02/2014

1. Changement de siège social

L'assemblée générale décide du transfert du siège social de la société susmentionnée. Le siège social de la société est situé Route d'Arlon 4, L-8399 à Windhof (Koerich) à partir du 20 février 2014.

Thierry Waty

Gérant

Référence de publication: 2015147835/13.

(150161679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MBERP (Luxembourg) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 152.124.

Il convient de noter que Monsieur Frédéric GARDEUR, Président du Conseil de Gérance et Gérant réside désormais professionnellement à l'adresse suivante:

- 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015147838/14.

(150161355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MARCOTULLIO RECEPTION Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 161.115.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147836/9.

(150162099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Maya Real Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 125.563.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147837/9.

(150161691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 170.739.

Il convient de noter que Monsieur Frédéric GARDEUR, Président du Conseil de Gérance et Gérant réside désormais professionnellement à l'adresse suivante:

- 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015147839/14.

(150161349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

IRUS European Retail Property Management Company, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 121.941.

En date du 28 août 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission du gérant suivant en date du 6 août 2015:

- Madame Laia Pagés Serra.

2. Nomination des nouveaux gérants suivants pour une durée indéterminée à compter du 6 août 2015:

- Monsieur Carlos Fernando Gonzalez Martin, né le 27 décembre 1966 à Madrid, Espagne, ayant pour adresse professionnelle Francisca Delgado 11,5a planta, 28108 Alcobendas, Espagne,

- Madame Sandra Del Medico, née le 9 juillet 1984 à Thionville, France, ayant pour adresse professionnelle 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

- Monsieur Daan den Boer, né le 3 août 1966, à Ede, Pays-Bas, ayant pour adresse professionnelle 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015148421/22.

(150162868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 183.582.

Il convient de noter que Monsieur Frédéric GARDEUR, Gérant, réside désormais professionnellement à l'adresse suivante:

- 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015147842/15.

(150161280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 170.741.

Il convient de noter que Monsieur Frédéric GARDEUR, Gérant réside désormais professionnellement à l'adresse suivante:

- 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015147843/15.

(150161344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 170.745.

Il convient de noter que Monsieur Frédéric GARDEUR, Président du Conseil de Gérance et Gérant, réside désormais professionnellement à l'adresse suivante:

- 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015147844/15.

(150161313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.

Mineral Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 62.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015147856/9.

(150161844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2015.
